

Revendications

Le CCN de FO appelle à contrer les politiques d'austérité

Article paru dans FO Hebdo n°3045

Les gouvernements changent, mais FO reste et entend bien assumer ses responsabilités d'organisation syndicale indépendante.

«C'est parce que nous avons toujours su maintenir le cap syndical, y compris durant les élections présidentielles, que nous apparaissions aujourd'hui d'autant plus libres, indépendants et cohérents dans nos prises de position et nos revendications.» En concluant ainsi, jeudi 27 septembre à Rodez, son discours introductif devant les membres du Comité confédéral national –qui rassemble les représentants des fédérations professionnelles et des unions départementales–, Jean-Claude Mailly a souhaité rappeler que la démarche d'indépendance qui caractérise FO dans le paysage syndical lui confère une responsabilité particulière, a fortiori dans le contexte actuel.

Ce dernier est marqué par la crise économique qui secoue la planète depuis cinq ans déjà et dont les effets se font ressentir dans le moindre territoire. Durant la discussion, de nombreux intervenants ont détaillé les mécanismes, parfois silencieux, qui ébranlent le monde du travail: multiplication des ruptures conventionnelles (250 par mois dans les Pyrénées-Orientales), licenciements par «paquets de dix» salariés pour échapper à la procédure du Plan de sauvegarde de l'emploi (Haute-Marne), etc. Autant de pratiques patronales qui font que, dans de nombreux départements, dont la Côte-d'Or, le nombre officiel de chômeurs a dépassé le stade des 10% de la population active.

Plusieurs membres du CCN ont aussi souligné que de nombreuses entreprises ont profité de la crise pour supprimer des emplois et imposer des sacrifices aux salariés alors que leur situation économique était saine, et un représentant de la Fédération de la Pharmacie a évoqué les multinationales de son secteur «qui accumulent profits et plans sociaux».

LE FOND ET LA FORME

La façon dont les pays de l'Union européenne sont censés lutter contre la crise a logiquement fait l'unanimité contre elle. La généralisation des politiques de rigueur voire d'austérité constitue, selon Jean-Claude Mailly, «une impasse et un suicide», qui mènent à une baisse du niveau de vie de la population et à une récession plus forte encore.

Si la France n'est pas la Grèce, plusieurs intervenants ont pointé les récentes décisions qui l'engagent sur la voie de la rigueur. Didier Bernus (Fédération des Services publics et de Santé) a notamment dénoncé le gel des crédits alloués aux collectivités locales depuis 2010 et leur baisse de 1,5 milliard d'euros dès 2014, tandis que Christian Grolier (Fédération générale des Fonctionnaires) s'est élevé contre un rapport gouvernemental qui dénonce la méthode avec laquelle a été appliquée la RGPP tout en proposant d'en poursuivre les objectifs...

La reprise d'un dialogue social «normal» sur la forme ne saurait occulter les résultats sur le fond. Hubert

Raguin (FNEC) et Gilles Goulm (Défense) ont ainsi évoqué «la réunionnite» qui vire parfois à «la calinothérapie», voire au «consensus obligatoire», pour peu de résultats.

Reste que chaque participant semblait mesurer l'importance des échéances qui se profilent à l'horizon. L'éventuelle adoption du TSCG et ses conséquences sur les politiques publiques, la négociation interprofessionnelle sur l'emploi ou les débats à haut risque sur le financement de la protection sociale ou sur les retraites début 2013, tout comme les élections dans les TPE, seront autant d'occasions pour FO de défendre ses positions. Enfin, nombreux sont ceux qui, à l'instar de Gérard Dossetto (UD 13) ou Patrick Hébert (UD 44), ont exprimé leur souhait de voir organisé un prochain rassemblement militant.

Activité syndicale du 03/10/2012



<http://fovinatier.free.fr/>